



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 2 Février 2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ferme éolienne de Saint-Germier SASU

Siège social : 90 rue de Richelieu - 75002 Paris

Références : 0007209672 / 2026 / 35

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 sur le parc exploité par la société Ferme éolienne de Saint-Germier SASU à Saint-Germier (79340), en application du programme pluri-annuel de contrôle 2025 DGPR-DREAL. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Exploitant de l'ICPE : Ferme éolienne de Saint-Germier SASU
- Localisation de l'ICPE : 79340 Saint-Germier
- Code AIOT : 0007209672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du parc éolien, composé de 5 éoliennes Vestas V100 d'une puissance unitaire de 2MW, a été autorisée par arrêté préfectoral n°5678 du 24/06/2015. Il a été mis en service fin novembre 2017. L'exploitation et la maintenance sont assurées en direct par la société ferme éolienne de Saint-Germier SASU, filiale de la société BKW France SAS, qui a néanmoins confié la maintenance des éoliennes au turbinier VESTAS.

Le parc a déjà été inspecté par la DREAL le 09 novembre 2018. L'inspection du 27 novembre 2025 constitue la 2^e inspection réalisée dans le cadre du plan de contrôle 2025 de la DREAL et du Ministère, qui spécifie une fréquence de 7 ans entre deux inspections périodiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations, de façon exhaustive, pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des chiroptères et de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6-I	Sans objet
2	Etat des voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Identification des aérogénérateurs et consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Périodicité et rapport de contrôle des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
5	Périodicité et rapport de contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
6	Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 24	Sans objet
7	Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
8	Maîtrise du risque lié à la projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en œuvre les procédures nécessaires à la satisfaction des obligations réglementaires contrôlées. L'inspection n'a pas noté d'irrégularités relatives aux points contrôlés. Afin que cette circonstance n'amène pas une dégradation de l'impact de son parc éolien sur la faune, l'exploitant devra gérer avec attention la liquidation judiciaire de la société Sens of Life (opérateur qui a installé et suit le dispositif de bridage dynamique de protection des chiroptères équipant son parc éolien), le cas échéant via un retour (provisoire ou définitif) à un bridage sur seuils, avec l'information du préfet prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des chiroptères et de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 6-I
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation des enjeux environnementaux locaux
Prescription contrôlée : <p>Le suivi de la fréquentation du secteur par l'avifaune et les chiroptères sera réalisé sur une période de 3 ans.</p> <p>Ce suivi sera également couplé avec une mesure d'arrêt conditionné des éoliennes qui sera mis en œuvre dès la mise en fonctionnement du parc pour les éoliennes situées à moins de 200 mètres des haies arborées, soit pour les éoliennes E1, E3, E4 et E5. Le système de bridage sera de type Chirotech ou équivalent. Le suivi d'activité permettra d'adapter les périodes d'arrêt retenues en fonction des résultats obtenus.</p> <p>Des mesures de suivi des mortalités ornithologiques et chiroptérologiques, des comportements des avifaunes nicheuses et hivernantes débiteront dès la mise en service de l'installation pendant 3 années, puis tous les 10 ans.</p> <p>Le pétitionnaire mettra en œuvre une mesure de protection des mares en laissant une bande de 5 mètres intacte en périphérie de ces mares.</p> <p>Le compte-rendu annuel des suivis est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>A - Suivis naturalistes</p> <p><u>1. Conformité aux protocoles reconnus par décision ministérielle :</u></p> <p>Les protocoles applicables trouvent leur fondement dans deux décisions ministérielles successives : la première, datée du 23 novembre 2015, établit un cadre initial, tandis que la seconde, en date du 5 avril 2018, en révisant les modalités, abroge la précédente.</p> <p>Trois rapports réalisés par Sens of life présentés par l'exploitant du parc éolien, élaborés à des intervalles réguliers, attestent de suivis naturalistes conformes à cette évolution :</p> <ul style="list-style-type: none">• celui de novembre 2018, couvrant 27 passages réalisés entre février et octobre 2018, s'inscrit encore sous l'égide du protocole de 2015 ;• ceux de janvier 2019 (26 passages d'avril à octobre 2019) et de février 2021 (26 passages d'avril à octobre 2020) se conforment, quant à eux, au protocole révisé de 2018. <p>Le rapport de novembre 2018 détaille un suivi méthodique des habitats naturels, conforme aux attentes, ainsi qu'une observation de l'avifaune, dont l'intensité n'est cependant pas déterminée par les espèces les plus sensibles signalées dans l'étude d'impact. Le suivi de la mortalité, mené à une fréquence maximale d'une fois par semaine, évalue la mortalité réelle. Enfin, le suivi des chiroptères a été réalisé à hauteur de nacelle, sans inclure selon le protocole, une surveillance au sol. Une comparaison avec l'état initial est également établie. Les rapports ultérieurs, ceux de janvier 2019 et de février 2021, reprennent cette même structure et ces méthodes, actualisées au fil des observations.</p> <p><u>2. Résultats des suivis de mortalité :</u></p> <p>Les données brutes révèlent une disparité notable entre les années :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2018 ne recense aucun cadavre ;• 2019 dénombre cinq chiroptères (dont trois Pipistrelles de Kuhl et deux Pipistrelles non spécifiées), ainsi qu'un roitelet à triple bandeau ;

- **2020** comptabilise deux chiroptères (2 Pipistrelles de Nathusius) et quatre oiseaux (2 roitelets à triple bandeau, 1 étourneau sansonnet et 1 spécimen indéterminé).

Une estimation de la **mortalité réelle** sur la période suivie, corrigée des biais d'observation et de prédation, livre des chiffres plus éloquentes :

- **2018** : 5,2 chiroptères et 1,9 oiseaux ;
- **2019** : entre 29 et 31 chiroptères (soit 5,9 à 6,2 individus par éolienne) et 6 à 14 oiseaux (1,2 à 2,8 individus par éolienne) ;
- **2020** : entre 10 et 20 chiroptères (1,9 à 4,1 individus par éolienne) et 10 à 35 oiseaux (2,0 à 6,9 individus par éolienne).

Au-delà du suivi de mortalité réalisé par le bureau d'études, un exploitant agricole fait régulièrement des rondes autour des machines. Si ce dernier découvre un cadavre, il doit prendre une photo et la transmettre à l'exploitant. Cela n'est jamais arrivé à ce jour, selon l'exploitant.

3. Appréciations du bureau d'études sur le niveau des impacts :

L'analyse comparative des résultats avec les données bibliographiques révèle des tendances contrastées :

- **2018** : la mortalité des chiroptères reste inférieure aux références (Rydell et al. (2010)), tout comme celle des oiseaux (Marx, 2017) ;
- **2019** : les chiroptères dépassent les seuils bibliographiques, tandis que les oiseaux s'y maintiennent en deçà ;
- **2020** : les deux classes d'espèces se conforment aux valeurs de la bibliographie (2-5 chauves-souris impactées/éolienne/an, et 7 oiseaux/éolienne/an)

Selon le bureau d'études, « *l'impact du parc de Saint-Germier a diminué en ce qui concerne les chiroptères, et a légèrement augmenté en ce qui concerne les oiseaux pour ce qui est des collisions avec les pales des éoliennes.* »

4. Recommandations formulées par le bureau d'études :

Aucune mesure de réduction supplémentaire des risques de collision n'a été préconisée pour les années **2018** et **2019**. Cependant, en **2019** et **2020**, le dispositif de régulation a été adapté aux résultats de l'activité chiroptérologique (cf point suivant). En **2020**, le bureau d'études recommande le **maintien de ce dispositif** en place depuis 2018.

L'exploitant confirme l'année 2028, pour la réalisation du prochain suivi naturaliste périodique.

B - Mise en œuvre de la régulation

Un dispositif de régulation a été déployé sur le parc éolien conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il s'agit du système PROBAT de Sens of life, qui combine une analyse prédictive de l'activité des chiroptères à une détection (via des microphones à ultrasons) en temps réel fournie par les enregistreurs *Trackbat* équipant les éoliennes **E1** (régulant également E5) et **E4** (régulant également E3). Cette régulation fonctionne selon un calendrier précis :

- du **1^{er} mai au 31 octobre 2018** ;
- puis, de manière anticipée, du **1^{er} mars au 31 octobre** depuis **2019**.

L'éolienne E2 n'est pas régulée, car elle est la plus éloignée des haies, et aucune mortalité n'a été constatée autour de cette dernière.

L'indice d'activité (nombre de minutes positives sur 10 min glissantes) utilisé pour le calcul du risque global est de 6 min sur 60 min. Quand cette valeur est atteinte, les éoliennes s'arrêtent, afin de tenir l'objectif de préserver 90 % des contacts. En 2020, les éoliennes E1 et E5 se sont arrêtées 114 h chacune en 2020, et 132 h pour E3 et E4. Le nombre de passages cumulés détectés de chauves-souris pendant le fonctionnement des éoliennes E1 et E4 est respectivement de 31 et 36. Sens of life estime la mortalité résiduelle à 1 chauve-souris / éolienne / an, au regard des taux de

mortalités constatés sur d'autres parcs déjà équipés de ce dispositif.

L'exploitant a accès à un tableau de bord numérique, pour visualiser en temps réel l'activité des chauves-souris, des éoliennes, les conditions météorologiques et les ordres d'arrêt / marche du système.

À ce jour, l'exploitant indique que le dispositif n'est jamais tombé en panne. L'état des micros est remonté tous les jours à l'exploitant via la plateforme de Sens of Life. En cas de panne sur le trackbat, les turbines asservies à ce dernier s'arrêtent. De même, si le PC donneur d'ordre tombe en panne, l'ensemble du parc est mis à l'arrêt.

Les pertes d'exploitations liées au Probat sont évaluées à 2-3 % (6-9 % avec une régulation sur seuil sans Probat).

Le jour de l'inspection, l'exploitant informe la DREAL que le bureau d'étude Sens of Life qui commercialise, entre autres, le système PROBAT, est en liquidation judiciaire. Le 19 décembre par mël, l'exploitant ajoute que le bureau d'études Synergies a repris une partie des missions de Sens of Life, mais pas la gestion du système Probat, ce qui le contraindra à remettre en place une régulation sur seuil, dans l'attente de déployer un autre système dynamique équivalent.

La DREAL rappelle à l'exploitant que la modification des conditions de protection des chauves-souris appelle un porté à connaissance de modification, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Son principal élément d'appréciation, à fournir, concerne sans doute la justification d'absence de dégradation du niveau de leur protection, ainsi que la surveillance de l'efficacité du nouveau dispositif de protection.

C - Protection des mares

La prescription notée dans l'AP d'autorisation ICPE vise deux petites mares en bord de départementale exposées pendant le chantier de construction du parc éolien. L'une est située en bordure de la D5 à une centaine de mètres de l'éolienne E5. Selon le rapport de suivi des travaux réalisé par le bureau d'études Ouest Am en 2017, la réalisation du réseau électrique inter-éolienne n'a pas nécessité de mesure particulière de protection ; aucun impact n'a été relevé. L'autre mare, en revanche, est localisée à une dizaine de mètres de l'éolienne E3. Les mesures de mise en défend ont été mises en place lors des travaux de fondation, mais Ouest Am a constaté lors de ses visites sur place « *un léger éboulis au niveau de la berge ouest de la mare* », sans spécifier le volume. Le rapport indique cependant le retour de 11 tritons marbrés durant la recharge hivernale en eau de la mare et une revégétalisation du merlon, suggérant une absence d'impact et une fonctionnalité écologique non atteinte.

L'exploitant confirme qu'aucun aménagement n'a été entrepris à proximité de cette mare depuis le début de l'exploitation du parc, susceptible de générer un remblai, un changement de volumétrie, de physionomie ou de fonctionnalité de cette mare.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des voies d'accès

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Le parc éolien est implanté sur des parcelles de grandes cultures, bordées de quelques haies, arbres isolés et espèces végétales rudérales. Les chemins d'accès aux éoliennes sont propres et carrossables. Le jour de l'inspection, la plateforme de l'éolienne E3 était parsemée de quelques graminées de 2-3cm de hauteur. Un agriculteur local désherbe contractuellement 2x/an minimum sans produit chimique, voire davantage au besoin. Des photos sont transmises à l'exploitant après chaque passage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des aérogénérateurs et consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs et consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

L'inspection s'est déroulée en partie au pied de l'éolienne E3, à côté de laquelle est également implanté le poste de livraison. L'ensemble des inscriptions obligatoires sont bien affichées sur les portes du poste de livraison, et sur un panneau devant l'éolienne. On note que les cultures sont implantées à ~3 m de la base du mât (aucun impact du matériel agricole sur le mât n'est cependant constaté), c'est-à-dire à la verticale de la fondation en béton. Pour les autres éoliennes, le panneau réglementaire est également planté devant les mâts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périodicité et rapport de contrôle des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des pales est supervisé par le turbinier Vestas, qui sous-traite habituellement cette prestation à l'entreprise SINGULAIR au moyen d'un drone. Les contrôles ont lieu en février et août. Le recours au même sous-traitant permet de noter l'évolution des défauts dans le temps. L'exploitant est informé des dates d'intervention via la plateforme d'échange du turbinier. Les rapports sont en général disponibles au bout d'une semaine.</p> <p>Sur l'éolienne E1, le dernier contrôle a eu lieu le 28 août 2025. La lecture du rapport le jour de l'inspection montre que le rotor a été affecté par 13 défauts sur la pale A, 7 défauts sur la pale B et 12 défauts sur la pale C. Sur un total de 32 défauts, 29 sont d'ordre cosmétiques (catégorie 1, par exemple usure des bords d'attaque le plus souvent) ou mineurs (catégorie 2 : pas d'impact sur l'intégrité de la pale), pour lesquels aucune action immédiate n'est nécessaire (seulement un contrôle de l'évolution lors de l'inspection suivante), et 3 sont d'ordres fonctionnels (catégorie 3 : impact mineur sur l'intégrité de la pale) qui nécessitent une action correctrice sous 12 mois.</p> <p>Pour rappel, lors d'une inspection de l'éolienne E2 le 23 mars 2022, le drone a constaté un décollement de jointure sur 2-3m de la pale C, classé comme un défaut critique (catégorie 5) nécessitant une intervention immédiate. L'éolienne a été arrêtée le jour même par précaution, car il ne s'agissait pas d'un défaut structurel. Elle a été réparée début avril 2022. Cet incident a donné lieu le 25 mai 2022 à une fiche de déclaration d'incident transmise à la DREAL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Périodicité et rapport de contrôle des brides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des fixations et brides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des brides est supervisé par le turbinier Vestas, qui sous-traite cette prestation à l'entreprise COVERWIND (siège social en Vendée). L'exploitant est informé des dates d'intervention via la plateforme d'échange du turbinier. Les accès sont vérifiés par un QR-code affiché à l'intérieur sur le palier des éoliennes.</p> <p>Le dernier contrôle s'est déroulé le 12 septembre 2025 sur l'éolienne E1. L'inspecteur de la DREAL a examiné le rapport, le jour de l'inspection. Les brides de fondation, de la nacelle et du hub ont été contrôlées au moyen de clés dynamométriques hydrauliques. Tous les couples de serrage étaient conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât
Constats : La DREAL n'a pas demandé un accès à la nacelle. Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspecteur le rapport du dernier contrôle de l'ensemble des extincteurs du parc éolien. L'exploitant confirme la présence d'un extincteur en pied et en nacelle de chaque éolienne, et deux dans le poste de livraison. Les extincteurs sont de marque EXPERT de classe B (liquides inflammables), mis en service en 2017, d'un poids de 5 kg remplis de dioxyde de carbone (CO ₂) en phase liquide. Lorsqu'il est libéré, le CO ₂ se transforme en neige carbonique et couvre le feu, réduisant ainsi l'oxygène dans l'air disponible et éteignant les flammes. Le rapport du contrôle effectué par l'entreprise SOCOTEC le 29 août 2025 n'a relevé aucun défaut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures en cas de déclaration d'un incendie
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure interne de gestion des alertes lui permettant de se conformer aux exigences de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Chaque éolienne dispose d'un capteur de température en nacelle qui déclenche une alarme via le SCADA lorsque cette dernière atteint 50 °C. Si aucun personnel sur site ne permet de confirmer la situation, une levée de doutes est réalisée par l'astreinte à partir des données visualisées sur l'outil GPM Horizon qui affiche l'état vital des machines du parc sélectionné (température, fumées,

oxydation). Si la situation d'anormalité est confirmée, le plan d'urgence est déclenché, les services d'urgence appelés (le SDIS dispose déjà du dossier technique du parc) et la machine concernée est arrêtée à distance par la Control Room localisée en Italie ou, en cas d'échec, par le turbinier. Le contact local est également appelé pour avoir une confirmation visuelle de la situation sur site et pour accueillir les secours. Dans l'hypothèse d'une impossibilité d'arrêter la machine, l'ensemble du parc est découplé du réseau de distribution par arrêt d'urgence sur le poste de livraison. Enfin, l'administration locale (mairie, préfecture), le management BKM France et la DREAL sont informés des événements.

L'exploitant nous déclare qu'il n'y a jamais eu d'évènement de ce type sur son parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maîtrise du risque lié à la projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Projection de glace

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

Constats :

L'exploitant a détaillé la procédure de mise en œuvre en cas de détection de glace sur les pales. Les éoliennes sont pourvues d'un système d'Ice Deduction reposant sur la collecte et l'analyse de données de production (puissance théorique / puissance actuelle), de la vitesse du vent (> 5m/s) et de la température ambiante (<5°C) toutes les 10 min. En cas de déduction de présence de givre sur la pale, une alarme est déclenchée et l'éolienne est arrêtée automatiquement. L'exploitant joint le contact local (agriculteur) pour une levée de doutes à la jumelle. En cas d'accumulation importante de givre, les turbines restent à l'arrêt jusqu'à la fin de l'évènement. Les turbines sont ensuite redémarrées manuellement directement sur site ou à distance après confirmation visuelle de l'absence de givre.

L'exploitant nous déclare néanmoins que cette situation n'est jamais arrivée sur ce parc.

Type de suites proposées : Sans suite